

COMITE POUR LE NON

Ce n'est qu'un début ...

Malgré les difficultés matérielles, le non a eu un succès considérable. Cela donne un coup d'arrêt à la politique libérale et ouvre de nouvelles perspectives de progrès social, estime le Comité pour le non.

C'est donc à la majorité que la constitution vient d'être votée. Après une campagne ahurissante mobilisant l'ensemble des médias et des élites au service du oui, après une campagne où le premier ministre, le gouvernement et les principaux partis politiques n'ont reculé devant aucune forme de chantage ou de pression, le oui vient de l'emporter d'une courte tête. Faible victoire pour celles et ceux qui veulent donner comme seul projet à l'Europe le dumping social et fiscal, la concurrence et la guerre économique de tous contre tous. Afin de l'emporter, les partisans du oui ont dû mobiliser l'argent des contribuables et les grands médias pour contrer les militants du non. Sans compter l'exclusion du vote des résidents communautaires au Luxembourg. Malgré cela, le débat démocratique a failli l'emporter sur l'apologie du néolibéralisme. Même si le non ne l'a pas emporté, le résultat démontre la fracture entre le pays réel et sa représentation politique: au Parlement, la Constitution a été adoptée à l'unanimité, alors que le référendum montre que la population y est beaucoup plus opposée.

Si le oui a fini par l'emporter, c'est aussi parce que les partisans du oui n'ont jamais assumé la véritable nature du projet de Constitution eu-

ropéenne. Celui d'une société basée sur la compétition, la concurrence, les inégalités comme forces motrices en lieu et place de l'égalité, de la coopération et de la solidarité. C'est pour cela que le oui, qui l'a emporté avec une faible majorité au Luxembourg, ne constitue pas un chèque en blanc aux projets les plus rétrogrades inscrits dans la Constitution. La directive Bolkenstein, la priva-

tisation et déréglementation des services publics, d'autres délocalisations, le démantèlement supplémentaire des droits sociaux, l'accroissement de la concurrence entre les salariés des Etats membres, ne sont pas légitimés par ce vote. La Constitution va de toute façon rester lettre morte après les votes négatifs français et néerlandais et les nombreux non luxembourgeois.

La campagne du non social et démocratique a été l'événement de ce référendum. Cette campagne, où notre comité a joué un rôle décisif, a posé les bonnes questions et a permis de combattre la propagande mensongère du oui. Nos actions, dépliants, affiches et participations aux débats sont venus perturber la machine de propagande en faveur d'une Constitution néolibérale et antidémocratique. L'engagement de nombreux militants associatifs, syndicaux et politiques a été déterminant dans cette campagne. Cette campagne constitue un atout indispensable dans les confrontations so-

ciales à venir. Les nombreux citoyens et citoyennes luxembourgeois qui ont voté non devront peser de tout leur poids dans les négociations à venir autour de la Constitution européenne pour réclamer une Europe qui harmonisera les droits sociaux et démocratiques par le haut. Une Europe qui aura comme véritables priorités des critères de convergences sociaux, la mise en œuvre d'un salaire minimum européen défini en fonction du PIB, la création de véritables services publics européens. Une Europe de la paix, de la coopération, solidaire des pays du Sud, qui tournera le dos à l'OTAN et à la militarisation contenues dans le Traité. Notre combat pour une Europe démocratique, sociale, écologiste et féministe ne s'arrête pas avec ce référendum. Aujourd'hui, ce combat ne fait que commencer.

Le Comité pour le non à la Constitution européenne tient à remercier tous les militant-e-s, ami-e-s, donatrices et donateurs et tous les autres citoyennes et citoyens qui par leur soutien engagé ont rendu possible la formidable campagne que notre comité a pu mener.

Comité pour le non à la Constitution européenne



Les citoyen-ne-s ont investi la Chambre. Ce n'est pas la révolution, mais un simple hearing pré-référendaire. (photo: Raymond Klein)

LETTRE A LA REDACTION

Pas de perdants!

Se féliciter de la victoire du oui certes, encore faut-il en tirer les bonnes conclusions, estime Yves Cruchten. Il est convaincu que son parti, le LSAP, saura répondre aux inquiétudes de la population.

Dimanche dernier, les électeurs ont décidé clairement de la question du traité constitutionnel. Le résultat est clair et sans équivoque, la différence entre les adeptes du traité constitutionnel et les opposants est suffisamment élevée pour trancher la question. Je ne vous cacherai pas que cette nouvelle m'a procuré beaucoup de satisfaction après une campagne difficile et de longue haleine. Nonobstant cette constatation, le cœur n'y était pas.

Je repensais à la campagne et aux nombreuses réunions et débats auxquels j'avais participé soit en tant qu'intervenant, soit en tant que spectateur. Je ne pouvais évacuer de ma tête les questions, anxiétés et difficultés que certains auditeurs avaient soulevées lors de ces meetings. Ce pessimisme prononcé pour l'avenir de notre pays m'avait profondément touché. La majorité de ces problèmes et appréhensions n'avaient certes rien à voir avec des dispositions du traité constitutionnel, elles reflétaient cependant un certain malaise dont souffrent plus de

Luxembourgeois qu'on ne le pense: la peur du lendemain.

Evidemment, durant la campagne, certains discours populistes avaient jeté de l'huile sur ces braises cachées jusque là (perte de la souveraineté nationale, délocalisations, perte d'emploi, privation d'acquis sociaux,

immigration incontrôlée, élargissement vers la Turquie ...) et les défenseurs du projet européen avaient parfois bien du mal à contrecarrer ces craintes, tellement elles furent soutenues.

Si dimanche, le "Oui" a pu savourer sa victoire, les partis politiques sont maintenant dans l'obligation de s'assurer à ce qu'il n'y ait pas de perdants: le débat avec les citoyens doit continuer. La politique doit être davantage à l'écoute de la population. Il n'y a pas trente-six solutions: la proximité et le dialogue

Majorité claire ... semée

Une majorité claire des Luxembourgeois se sont prononcés pour le Traité constitutionnel. Une majorité? 220.717 citoyens étaient appelés aux urnes, ce qui correspond à une bonne moitié de la population du Luxembourg. Parmi ceux-ci, 109.494 ont voté oui, ce qui correspond à 49,61 pour cent. 84.221 ont voté non (38,16 pour cent), 5.894 bulletins étaient blancs ou invalides (2,67 pour cent), 21.108 personnes (9,56 pour cent) ne se sont pas déplacées aux urnes, malgré l'obligation de vote. 109.494 personnes, cela correspond environ à un quart de la population du Luxembourg. De ce quart, d'après le sondage Ilres publié sur www.rtl.lu, seuls 19 pour cent considèrent leur oui comme un oui au Traité constitutionnel (pour comparer: 71 pour cent des supporters du non affirment avoir voté contre le texte). Or, 19 pour cent de 109.494 font 20.804 personnes; même pas un vingtième de la population. Dont acte.

Frédéric Krier

sont les seuls remèdes pour redonner confiance à la politique et à notre avenir au Luxembourg et en Europe.

Si d'aucuns craignent que les partis vont retomber dans leur léthargie présumée pour se concentrer sur les élections communales prochaines, j'y vois moi-même l'occasion rêvée pour continuer le débat avec les citoyens et pour répondre à certaines des peurs exprimées lors des dernières semaines. Si l'accroissement de la compétitivité, la politique d'immigration et la protection des acquis sociaux relèvent du Gouvernement et de la Chambre, l'intégration des non-luxembourgeois dans notre société ou encore la création de nouvelles opportunités pour l'emploi sont aussi et surtout du domaine des communes.

Il nous incombe donc de redonner espoir à ceux qui dimanche dernier, par leur opposition au traité constitutionnel, nous ont fait comprendre qu'ils se sentent impuissants face à la politique et à l'Europe. Mon parti politique en tout cas a compris leur message et s'engage à faire gagner également ces "déçus" du 10 juillet.

Il est certain que jusqu'à ce référendum, le débat sur la politique européenne était quasi inexistant. L'une des leçons à tirer de ce référendum est certainement la né-

cessité absolue de poursuivre le débat sur l'avenir du Luxembourg au sein de l'Europe. Une avancée concrète en ce sens est la revendication déjà maintes fois exprimée par le LSAP de séparer à l'avenir les élections législatives des élections européennes.

Je voudrais souligner enfin que depuis que l'Europe est en marche, c'est-à-dire les années cinquante, des progrès indéniables ont été accomplis au Luxembourg en matière sociale. Qui peut nier que le LSAP, qu'il ait été dans la responsabilité gouvernementale ou qu'il ait agi dans l'opposition, a toujours oeuvré à consolider les acquis sociaux et à protéger les citoyens les plus faibles de notre société? Que ce traité constitutionnel soit adopté un jour ou qu'il soit modifié, rien n'empêchera le LSAP à continuer cette politique de justice sociale qui constitue la base d'une société solidaire à laquelle il faut aspirer.

Retroussons nos manches, il y a du pain sur la planche!

Yves Cruchten
L'auteur est vice-président du LSAP